

Évolution globale en métropole

Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2008

L'exercice 2008 se caractérise par une stagnation des dépenses totales en euros courants (- 0,2 %) résultant de l'effet conjugué de **la baisse des dépenses d'investissement (- 5,5 % par rapport à 2007) et de la poursuite de croissance des dépenses de fonctionnement (+ 3,5 %)**.

En 2007, l'équipement brut augmentait de façon dynamique (+ 10,0 %), illustrant ainsi l'influence du cycle électoral sur les dépenses d'investissement des communes. Cette croissance était aussi due à la mise en application de normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement, ainsi qu'à l'effet de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics. En revanche, 2008 est une année de rupture, l'équipement brut diminuant de 6,8 %.

Le développement de l'intercommunalité (plus de 9 communes de moins de 10 000 habitants sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre) a profondément modifié le paysage local depuis 2000. Il tend à ralentir étant donné la couverture du territoire déjà atteinte en 2007. Le nombre de communes ayant adhéré à un groupement à fiscalité propre a augmenté de 0,7 % (contre 1,5 % en 2007). Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources mais ces mouvements sont moins marqués en 2008.

Poursuite de la croissance des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement, qui représentent 61 % des dépenses réelles totales, augmentent de 3,5 % par rapport à 2007. Cette augmentation est due à la croissance simultanée des charges à caractère général (+ 4,3 %) et des dépenses de personnel (+ 2,0 %) qui représentent respectivement 30 % et 46 % des dépenses de fonctionnement.

D'autre part, **les charges d'intérêts augmentent de 5,5 %** confirmant ainsi la tendance à la hausse amorcée en 2006 après la baisse enregistrée depuis plusieurs exercices.

Poursuite de la croissance des recettes de fonctionnement

La progression des recettes réelles de fonctionnement (+ 1,4 %), plus faible qu'en 2007, s'explique toujours par l'augmentation des impôts et taxes (+ 3,5 %) dont une croissance de 3,2 % du produit voté des 4 taxes directes locales. Cependant, **l'analyse des impôts directs** est affectée par le développement de l'intercommunalité et spécialement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité. Si l'on tient compte des reversements de fiscalité des groupements, le produit des 4 taxes augmente de 2,7 %. Le poste des dotations et participations enregistre une croissance en 2008 de 1,3 %, soit du même ordre qu'en 2007 (+ 1,1 %). Ce poste inclut la DGF qui progresse de 1,7 % par rapport à 2007. Rappelons que ce poste avait connu de fortes variations en 2004, suite à **la réforme de l'architecture des concours financiers de l'État** qui intègre dans la DGF les compensations de fiscalité versées par l'État.

Une baisse du niveau d'épargne en 2008

La progression des recettes de fonctionnement ralentit par rapport à 2007 (+ 2,9 % contre + 1,4 % en 2008) tandis que celle des dépenses de fonctionnement est du même ordre (+ 3,1 % en 2007 contre + 3,5 % en 2008). Par conséquent le niveau d'épargne brute des communes de moins de 10 000 habitants diminue de 5,4 %. Pour autant, le niveau atteint par l'épargne brute en 2008 est suffisant pour financer les remboursements de dette qui diminuent de 2,0 % par rapport à 2007.

Une pause pour l'investissement direct en 2008

En 2007, à un an des échéances municipales, la forte croissance des dépenses d'équipement brut des communes de moins de 10 000 habitants confirmait la tendance classique du cycle électoral. 2008 marque une rupture avec le démarrage d'un nouveau cycle. On assiste à une pause de l'investissement direct expliquant la baisse de 6,8 % des dépenses d'équipement brut.

Baisse du recours à l'emprunt pour financer les investissements

Le recours à l'emprunt pour financer les dépenses d'équipement brut diminue de 10,0 %. Pour autant le montant des emprunts est toujours supérieur à celui des remboursements de dette, ce qui contribue à l'augmentation de l'encours de dette au 31 décembre (+ 2,4 %). Cependant le poids relatif de la dette par rapport aux recettes de fonctionnement reste stable.

Les petites communes conservent en moyenne une marge de trésorerie importante. En 2008, la variation du fonds de roulement, résultat de la différence entre les recettes totales et les dépenses totales, est positive.

Evolution des budgets des communes de moins de 10 000 habitants (métropole)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008
	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ constants*
Dépenses réelles totales	+ 1,8%	+ 3,4%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,8%	+ 5,0%	- 0,2%	- 2,7%
Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette	+ 1,7%	+ 3,2%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,5%	+ 4,9%	- 0,2%	- 2,6%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie) (I)	+ 5,6%	- 0,2%	+ 1,7%	+ 3,4%	+ 3,3%	+ 3,0%	+ 3,5%	+ 0,9%
Charges de personnel	+ 6,9%	+ 2,5%	+ 2,7%	+ 3,4%	+ 3,2%	+ 3,6%	+ 2,0%	- 0,5%
Charges d'intérêts (IV)	- 6,8%	- 14,3%	- 16,1%	- 5,2%	+ 2,3%	+ 2,9%	+ 5,5%	+ 3,0%
Recettes réelles de fonctionnement (II)	+ 3,6%	+ 2,2%	+ 2,6%	+ 3,7%	+ 3,3%	+ 2,9%	+ 1,4%	- 1,0%
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	+ 3,1%	+ 0,9%	+ 21,1%	+ 3,6%	+ 1,8%	+ 1,7%	+ 1,7%	- 0,8%
Produit des 4 taxes	- 0,7%	+ 1,2%	+ 3,1%	+ 3,1%	+ 2,8%	+ 3,7%	+ 3,2%	+ 0,7%
Produit des 4 taxes (1)	+ 9,9%	+ 9,7%	+ 5,1%	+ 3,9%	+ 3,1%	+ 3,7%	+ 2,7%	+ 0,2%
Épargne de gestion (III)=(II)-(I)	- 4,2%	+ 6,7%	+ 2,3%	+ 3,5%	+ 3,2%	+ 2,6%	- 3,9%	- 6,2%
Épargne brute (V)=(III)-(IV)	- 3,6%	+ 11,7%	+ 5,9%	+ 4,8%	+ 3,3%	+ 2,4%	- 5,4%	- 7,7%
Épargne nette = (V)-(VI)	- 7,8%	+ 25,2%	+ 12,0%	+ 8,2%	+ 12,5%	+ 5,3%	- 7,5%	- 9,8%
Dépenses réelles d'investissement (y c. travaux en régie)	- 2,5%	+ 9,6%	+ 6,4%	+ 4,2%	+ 2,0%	+ 8,0%	- 5,5%	- 7,8%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette	- 3,0%	+ 9,3%	+ 6,5%	+ 4,1%	+ 1,2%	+ 7,8%	- 5,5%	- 7,8%
Remboursements de dette	- 0,1%	+ 2,6%	- 0,2%	+ 1,5%	- 4,0%	- 0,1%	- 2,1%	- 4,5%
Remboursements de dette hors gestion active de la dette (VI)	- 0,7%	+ 1,0%	- 0,3%	+ 0,9%	- 7,8%	- 1,7%	- 2,0%	- 4,4%
Dépenses d'équipement brut	- 6,4%	+ 10,1%	+ 8,3%	+ 5,4%	+ 5,0%	10,0%	- 6,8%	- 9,0%
Emprunts réalisés	+ 1,0%	+ 13,9%	+ 4,3%	+ 6,4%	+ 6,0%	+ 6,8%	- 9,6%	- 11,8%
Emprunts réalisés hors gestion active de la dette	+ 0,4%	+ 12,5%	+ 4,3%	+ 6,0%	+ 3,1%	+ 6,1%	- 10,0%	- 12,2%
Encours de la dette au 31/12	- 0,4%	+ 1,2%	+ 1,8%	+ 2,5%	+ 2,9%	+ 4,1%	+ 2,4%	- 0,0%
Annuité de la dette	- 1,9%	- 2,2%	- 4,4%	- 0,0%	- 2,4%	+ 0,8%	- 0,1%	- 2,5%
Annuité de la dette hors gestion active de la dette	- 2,4%	- 3,4%	- 4,6%	- 0,4%	- 5,3%	- 0,4%	+ 0,2%	- 2,2%

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

(1) y compris les reversements de fiscalité des groupements à TPU

*taux déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE « Comptes nationaux annuels » mise à jour en février 2010).

N.B. : les évolutions sont calculées à champ constant (i. e. sur les communes présentes les années n et n-1).

Volume des dépenses et recettes en 2008 (métropole)

<i>En millions d'euros</i>						
Exercice 2008	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
Communes de moins de 10 000 habitants	500	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	moins de
Métropole	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	10 000 hab.
Dépenses réelles totales*	4 724	10 929	6 151	4 414	9 702	35 919
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie	2 635	6 357	3 741	2 862	6 497	22 093
Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie*	2 088	4 572	2 410	1 552	3 204	13 827
Dépenses de gestion hors travaux en régie** (1)	2 542	6 068	3 568	2 729	6 213	21 121
Charges à caractère général	867	2 014	1 156	833	1 797	6 668
Charges de personnel	882	2 704	1 775	1 435	3 444	10 240
Autres charges de gestion courante	737	1 265	606	438	923	3 969
Autres dépenses de gestion	63	110	51	45	99	368
(-travaux en régie)	(-7)	(-25)	(-21)	(-22)	(-50)	(-123)
Recettes réelles de fonctionnement (2)	3 567	8 321	4 795	3 543	7 842	28 068
Impôts et taxes	1 415	4 008	2 584	2 014	4 585	14 607
dont produit 4 taxes voté	1 046	2 979	1 841	1 352	2 964	10 183
Dotations et participations	1 384	2 848	1 504	1 044	2 224	9 003
dont DGF versée	929	2 064	1 107	756	1 590	6 448
Ventes de produits, prestations de service	247	503	278	211	463	1 702
Autres recettes réelles de fonctionnement	522	962	428	274	570	2 756
<i>Produit des 4 taxes et reversement de fiscalité</i>	1 118	3 495	2 290	1 784	4 031	12 718
Soldes intermédiaires de gestion						
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	1 025	2 253	1 227	814	1 629	6 947
Charges d'intérêts (4)	93	288	173	133	284	972
Épargne brute (5)=(3)-(4)	932	1 965	1 054	681	1 344	5 975
Remboursements de dette* (6)	291	787	434	298	613	2 423
Épargne nette =(5)-(6)	641	1 177	619	383	732	3 552
Dépenses d'équipement brut	1 720	3 620	1 897	1 206	2 474	10 917
Recettes réelles d'investissement*	1 267	2 695	1 377	888	1 824	8 051
Dotations et subventions d'investissements	794	1 529	720	466	866	4 375
Emprunts*	385	995	559	370	818	3 126
Autres recettes réelles d'investissement	87	171	98	52	141	550
Encours de dette au 31/12/2008	2 247	6 724	4 016	3 014	6 579	22 580
Annuité de la dette*	384	1 076	607	431	897	3 395

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFiP.

* Hors gestion active de la dette

** Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts.